



# DIÁRIO DO GOVERNO

PREÇO DESTE NÚMERO — 800

Toda a correspondência, quer oficial, quer relativa a anúncios e à assinatura do *Diário do Governo*, deve ser dirigida à Administração da Imprensa Nacional. As publicações literárias de que se recebem 2 exemplares anunciam-se gratuitamente.

ASSINATURAS	
As três séries . . . Ano	360\$
A 1.ª série . . .	140\$
A 2.ª série . . .	120\$
A 3.ª série . . .	120\$
Semestre . . . . . 200\$	
. . . . . 80\$	
. . . . . 70\$	
. . . . . 70\$	

Para o estrangeiro e ultramar acresce o porte do correio

O preço dos anúncios (pagamento adiantado) é de 4\$50 a linha, acrescido do respectivo imposto do selo. Os anúncios a que se refere o § único do artigo 2.º do Decreto-Lei n.º 37 701, de 30 de Dezembro de 1949, têm a redução de 40 por cento.

## SUMÁRIO

### Ministério dos Negócios Estrangeiros:

**Decreto-Lei n.º 39 903** — Aprova, para ratificação, o Protocolo de modificação da Convenção, assinada em Paris em 22 de Novembro de 1928, relativa às Exposições Internacionais, assinada também em Paris em 10 de Maio de 1948.

**Decreto-Lei n.º 39 904** — Aprova, para adesão, a Convenção sobre trânsito rodoviário, e seus anexos, e o Protocolo relativo aos países ou territórios actualmente ocupados, elaborados pela Conferência das Nações Unidas sobre os transportes rodoviários e os transportes automóveis, realizada em Genebra de 23 de Agosto a 19 de Setembro de 1949.

## MINISTÉRIO DOS NEGÓCIOS ESTRANGEIROS

### Direcção-Geral dos Negócios Económicos e Consulares

#### Decreto-Lei n.º 39 903

Usando da faculdade conferida pela 2.ª parte do n.º 2.º do artigo 109.º da Constituição, o Governo decreta e eu promulgo, para valer como lei, o seguinte:

Artigo único. É aprovado, para ratificação, o Protocolo de modificação da Convenção, assinada em Paris em 22 de Novembro de 1928, relativa às Exposições Internacionais, assinada também em Paris em 10 de Maio de 1948, cujo texto, em francês e na respectiva tradução, é o seguinte:

### Protocole portant modification de la Convention, signée à Paris le 22 novembre 1928, concernant les Expositions Internationales

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements énumérés ci-après, se sont réunis en Conférence à Paris le 10 mai 1948 et sont convenus d'un commun accord et sous réserve de ratifications des dispositions suivantes:

#### ARTICLE PREMIER

Les articles 2, 3 et 4 de la Convention du 22 novembre 1928 sont abrogés et remplacés par les articles suivants:

#### ARTICLE 2

Une Exposition est générale lorsqu'elle comprend les produits de l'activité humaine appartenant à plusieurs branches de la production ou qu'elle est organisée en vue de faire ressortir l'ensemble des progrès réalisés dans un domaine déterminé, tel que l'hygiène, les arts appliqués, le confort moderne, le développement colonial, etc.

Elle est spéciale quand elle n'intéresse qu'une seule technique appliquée (électricité, optique, chimie, etc.), une seule technique (textile, fonderie, arts graphiques, etc.), une seule matière première (cuirs et peaux, soie, nickel, etc.), un seul besoin élémentaire (chauffage, alimentation, transports, etc.); elle ne doit pas comporter de pavillons nationaux.

Il sera établi par les soins du Bureau International prévu à l'article 10, une classification des Ex-

positions qui servira de base pour déterminer les professions et les objets pouvant prendre place dans une exposition spéciale en vertu de l'alinéa précédent. Cette liste pourra être révisée tous les ans.

#### ARTICLE 3

*Durée des Expositions.* — La durée des Expositions Internationales ne doit pas dépasser six mois. Cette durée est fixée au moment de l'enregistrement de l'Exposition et elle ne pourra être prolongée dans la suite, par le Bureau, qu'en cas de force majeure résultant d'événements survenus au cours de l'exploitation, tels qu'incendies, inondations, troubles sociaux, ayant eu pour effet de mettre l'Exposition dans l'impossibilité soit d'ouvrir à la date officielle fixée, soit de fonctionner normalement dans le temps assigné à sa durée. L'appréciation d'une demande tendant à la prolongation et présentée par le pays organisateur de l'Exposition est laissée au Bureau.

La prolongation accordée sera mesurée en fonction de la durée du non-fonctionnement de l'Exposition. Cette prolongation commencera à courir à partir de la date que le pays organisateur indiquera et qui, en aucun cas, ne pourra être éloignée de plus de six mois de la date de fermeture de ladite Exposition.

## ARTICLE 4

*Fréquence des Expositions.* — La fréquence des Expositions Internationales visées par la présente Convention est réglementée selon les principes suivants:

Les Expositions générales sont rangées en deux catégories:

*Première catégorie* — Les Expositions générales qui entraînent pour les pays invités l'obligation de construire des pavillons nationaux;

*Deuxième catégorie* — Les Expositions générales qui ne laissent à aucun pays invité la faculté de construire un pavillon.

Pour l'organisation des Expositions Internationales le monde est divisé en trois zones, à savoir: la zone d'Europe, la zone des deux Amériques et la troisième pour le reste du monde. Les pays dont le territoire s'étend sur deux zones doivent choisir celle dans laquelle ils entendent être classés.

Dans un même pays, il ne peut être organisé, au cours d'une période de 15 années, qu'une Exposition générale de première catégorie, un intervalle de 10 années doit séparer deux Expositions générales de toute catégorie.

Aucun pays contractant ne peut organiser de participation à une Exposition générale de première catégorie que dans le cas où cette Exposition suivrait, d'au moins six années, l'Exposition générale de première catégorie précédente dans la même zone ou d'au moins deux années dans n'importe quelle zone. Il ne peut organiser de participation à une Exposition générale de deuxième catégorie que si celle-ci est séparée de l'Exposition générale qui l'a précédée par un intervalle de deux ans dans la même zone et d'un an dans toute autre zone. Ces deux intervalles sont portés respectivement à quatre et deux ans lorsqu'il s'agit d'Expositions de même nature.

Les délais prévus au paragraphe précédent sont appliqués sans qu'il y ait lieu de faire de distinction entre les Expositions organisées par un pays adhérent ou non à la Convention.

Des Expositions spéciales de même nature ne peuvent se tenir en même temps sur les territoires des pays contractants. Un délai de cinq ans est obligatoire pour qu'elles puissent se renouveler dans un même pays. Toutefois, le Bureau International des Expositions peut réduire exceptionnellement ce dernier délai jusqu'à un minimum de trois années, lorsqu'il estime que ce délai est justifié par l'évolution rapide de telle ou telle branche de la production. La même réduction de délai peut être accordée aux Expositions qui se tiennent déjà traditionnellement dans certains pays à un intervalle inférieur à cinq années.

Des Expositions spéciales de nature différente ne peuvent avoir lieu dans un même pays à moins de trois mois d'intervalle.

Les délais mentionnés dans le présent article ont pour point de départ la date d'ouverture effective de l'Exposition.

## ARTICLE 2

L'article 10 de la Convention du 22 novembre 1928 est complété par la disposition suivante:

## ARTICLE 10

Lorsque le poste de Directeur est vacant, le Conseil du Bureau International des Expositions élit, à

la majorité absolue, un Directeur d'une nationalité d'un pays adhérent à la Convention. Le Directeur est nommé par un nombre d'années déterminé par le Règlement intérieur. Sa rémunération est fixée par le Conseil sur la proposition de la Commission du Budget.

## ARTICLE 3

Tout Etat pourra adhérer au présent Protocole en notifiant par écrit et par la voie diplomatique, au Gouvernement français, son adhésion, qui sera déposée dans les archives de celui-ci.

Toute accession nouvelle à la Convention du 22 novembre 1928 entraînera de plein droit l'adhésion au présent Protocole.

Le Gouvernement français transmettra immédiatement aux Gouvernements signataires et adhérents et au Président du Bureau International des Expositions la copie certifiée conforme de la notification en indiquant la date à laquelle elle a été reçue.

## ARTICLE 4

Le présent Protocole sera ratifié. Chaque Puissance adressera, dans le plus court délai possible, sa ratification au Gouvernement français, que en donnera avis aux autres signataires. Le présent Protocole entrera en vigueur pour chaque pays signataire le jour même du dépôt de son acte de ratification.

Fait à Paris, le 10 mai 1948.

France:

*Léon Baréty.*  
*Marcel Rives.*

Suède:

*Kjell Strömberg.*

Suisse:

*Bernard Barbey.*

Maroc:

*Oliver Marin.*

Italie:

*Quaroni.*

Belgique:

*Guillaume.*

Danemark:

*Hoffmeyer.*

Grèce:

*Raphaël Raphael.*  
*N. Fotopoulos.*

Norvège:

*Bugge Mahrt.*

Finlande:

*Johan Helo.*

Liban:

*Ahmed Daouk.*

Haïti:

*Placide David.*

Portugal:

*Augusto Potier.*

Grande-Bretagne:

*Sir Oliver Harvey.*

## Protocolo de modificação da Convenção, assinada em Paris em 22 de Novembro de 1928, relativa às Exposições Internacionais

Os abaixo assinados, Plenipotenciários dos Governos abaixo enumerados, reuniram-se em conferência em Paris no dia 10 de Maio de 1948 e assentaram, de comum acordo e sob reserva de ratificação, nas disposições seguintes:

### ARTIGO PRIMEIRO

Os artigos 2, 3 e 4 da Convenção de 22 de Novembro de 1928 são revogados e substituídos pelos artigos seguintes:

#### ARTIGO 2

Uma Exposição é geral quando inclui os produtos da actividade humana pertencentes a vários ramos da produção ou quando é organizada com vista a pôr em relevo o conjunto dos progressos realizados num campo determinado, tal como a higiene, as artes applicadas, o conforto moderno, o desenvolvimento colonial, etc.

É especial quando interessa somente a uma única técnica applicada (electricidade, óptica, química, etc.), a uma única técnica (têxtil, fundição, artes gráficas, etc.), a uma única matéria-prima (couros e peles, seda, níquel, etc.), a uma única necessidade elementar (aquecimento, alimentação, transporte, etc.); tal Exposição não deve comportar pavilhões nacionais.

Será estabelecida pelo Bureau International previsto no artigo 10 uma classificação das Exposições, a qual servirá de base à determinação das profissões e objectos que podem ser admitidos numa exposição especial, segundo a definição do parágrafo anterior. Esta lista poderá ser revista todos os anos.

#### ARTIGO 3

*Duração das Exposições.* — A duração das Exposições Internacionais não deve ultrapassar seis meses. Essa duração é fixada no momento do registo da Exposição e não poderá ser prorrogada pelo Bureau senão em caso de força maior resultante de acontecimentos surgidos no decurso da exploração, tais como incêndios, inundações, perturbações sociais, que tenham tido por efeito colocar a Exposição na impossibilidade de abrir na data oficial fixada ou de funcionar normalmente durante o tempo estabelecido para a sua duração. A apreciação de um pedido de prorrogação, apresentado pelo país organizador da Exposição, será confiada ao Bureau.

A prorrogação será concedida em função de tempo de não funcionamento da Exposição. Essa prorrogação será contada a partir da data que for indicada pelo país organizador e em caso algum poderá exceder seis meses para além da data do encerramento da referida Exposição.

#### ARTIGO 4

*Frequência das Exposições.* — A frequência das Exposições Internacionais visadas na presente Convenção é regulada pelos princípios seguintes:

As Exposições gerais são classificadas em duas categorias:

*Primeira categoria* — As Exposições gerais que implicam para os países convidados a obrigação de construir pavilhões nacionais;

*Segunda categoria* — As Exposições gerais que não dão a nenhum país convidado a faculdade de construir pavilhão.

Para a organização das Exposições Internacionais o mundo é dividido em três zonas, a saber: a zona da Europa, a zona das duas Américas e a terceira, que abrange o resto do mundo. Os países cujos territórios se estendem sobre duas das mencionadas zonas devem escolher aquela em que entendam deverem ser incluídos.

No mesmo país só poderá ser organizada, no decurso de cada período de quinze anos, uma Exposição geral da primeira categoria; entre duas exposições gerais, seja qual for a sua categoria, deve medear um período de dez anos.

Nenhum país contratante pode organizar a participação numa Exposição geral da primeira categoria antes de decorrido um intervalo de, pelo menos, seis anos sobre a Exposição geral de primeira categoria anterior realizada na mesma zona, ou de, pelo menos, dois anos, quando realizada em qualquer outra zona. Não pode organizar-se a participação numa Exposição geral da segunda categoria quando, entre esta e a Exposição geral que a precedeu, não tenha decorrido um intervalo de dois anos, se forem na mesma zona, e de um ano, quando em qualquer outra zona. Estes dois intervalos serão elevados, respectivamente, a quatro e dois anos quando se trate de Exposições da mesma natureza.

Os prazos previstos no parágrafo anterior aplicam-se, sem distinção, às Exposições organizadas por países aderentes ou não aderentes à Convenção.

Não poderão realizar-se simultaneamente Exposições especiais da mesma natureza nos territórios dos países contratantes. É obrigatório o decurso de um prazo de cinco anos para que possam ser novamente realizadas no mesmo país. Todavia, o Bureau International des Expositions poderá reduzir excepcionalmente este último prazo até ao mínimo de três anos, quando entenda que esta redução se justifica pela evolução rápida de qualquer ramo da produção. A mesma redução de prazo poderá ser concedida às Exposições que tradicionalmente se realizam já em certos países com intervalo inferior a cinco anos.

As Exposições especiais de natureza diferente não podem realizar-se no mesmo país com menos de três meses de intervalo.

Os prazos mencionados no presente artigo são contados a partir da data da abertura efectiva da Exposição.

#### ARTIGO 2

Ao artigo 10 da Convenção de 22 de Novembro de 1928 é aditada a disposição seguinte:

#### ARTIGO 10

Quando vagar o cargo de Director, o Conselho do Bureau International des Expositions elegerá, por maioria absoluta, um Director da nacionalidade de um dos países aderentes à Convenção. O Director será nomeado pelo número de anos fixado no Regulamento interno. A sua remuneração será fixada pelo Conselho, sob proposta da Comissão do Orçamento.

#### ARTIGO 3

Qualquer Estado poderá aderir ao presente Protocolo notificando, por escrito e por via diplomática, o Governo francês da sua adesão, a qual será depositada nos arquivos desse Governo.

Qualquer nova adesão à Convenção de 22 de Novembro de 1928 implicará de pleno direito a adesão ao presente Protocolo.

O Governo francês transmitirá imediatamente aos Governos signatários e aderentes e ao presidente do Bureau International des Expositions cópia autenticada da notificação, com indicação da data em que tiver sido recebida.

#### ARTIGO 4

O presente Protocolo será ratificado. Cada Potência enviará, no mais curto prazo possível, a sua ratificação ao Governo francês, que a comunicará aos outros signatários. O presente Protocolo entrará em vigor, para cada um dos países signatários, no próprio dia do depósito do seu acto de ratificação.

Feito em Paris, em 10 de Maio de 1948.

França:

*Léon Baréty.*  
*Marcel Rives.*

Suécia:

*Kjell Strömberg.*

Suíça:

*Bernard Barbey.*

Marrocos:

*Oliver Marin.*

Itália:

*Quaroni.*

Bélgica:

*Guillaume.*

Dinamarca:

*Hoffmeyer.*

Grécia:

*Raphaël Raphael.*  
*N. Fotopoulos.*

Noruega:

*Bugge Mahrt.*

Finlândia:

*Johan Helo.*

Líbano:

*Ahmed Daouk.*

Haiti:

*Placide David.*

Portugal:

*Augusto Potier.*

Grã-Bretanha:

*Sir Oliver Harvey.*

Publique-se e cumpra-se como nele se contém.

Paços do Governo da República, 13 de Novembro de 1954. — FRANCISCO HIGINO CRAVEIRO LOPES — António de Oliveira Salazar — João Pinto da Costa Leite — Fernando dos Santos Costa — Joaquim Trigo de Negreiros — João de Matos Antunes Varela — Artur Aguedo de Oliveira — Américo Deus Rodrigues Thomaz — Paulo Arsénio Virissimo Cunha — Eduardo de Arantes e Oliveira — Manuel Maria Sarmiento Rodrigues — Fernando Andrade Pires de Lima — Ulisses Cruz de Aguiar Cortês — Manuel Gomes de Araújo — José Soares da Fonseca.

#### Decreto-Lei n.º 39 904

Usando da faculdade conferida pela 2.<sup>a</sup> parte do n.º 2.º do artigo 109.º da Constituição, o Governo decreta e eu promulgo, para valer como lei, o seguinte:

Artigo único. São aprovados, para adesão, a Convenção sobre trânsito rodoviário, e seus anexos, e o Protocolo relativo aos países ou territórios actualmente ocupados, elaborados pela Conferência das Nações Unidas sobre os transportes rodoviários e os transportes automóveis, realizada em Genebra de 23 de Agosto a 19 de Setembro de 1949, cujo texto em francês e na respectiva tradução portuguesa é o seguinte:

## Conférence des Nations Unies sur les transports routiers et les transports automobiles

### Convention sur la circulation routière

Les Etats Contractants, désireux de favoriser le développement de la circulation routière internationale et d'en assurer la sécurité, en établissant des règles uniformes à cet effet,

Sont convenus des dispositions suivantes:

#### CHAPITRE PREMIER

##### Généralités

##### ARTICLE PREMIER

1. Les Etats Contractants, tout en conservant le droit de réglementer l'usage de leurs routes, conviennent que lesdites routes serviront à la circulation internationale dans les conditions prévues par la présente Convention.

2. Les Etats Contractants ne seront pas tenus d'accorder le bénéfice des dispositions de la présente Convention aux automobiles, remorques ou conducteurs qui seront restés sans interruption sur leur territoire pendant une période dépassant un an.

#### ARTICLE 2

1. Les annexes à la présente Convention sont considérées comme parties intégrantes de la Convention, étant entendu toutefois que tout Etat pourra, au moment où il signera ou ratifiera la Convention, ou y adhèrera, ou à tout autre moment par la suite, déclarer qu'il exclut les annexes 1 et 2 de l'application de la Convention.